



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016

SOMMAIRE

- I. Rapport d'activité du premier semestre 2016**

- II. Comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos au 30 juin 2016**

- III. Attestation du responsable du rapport financier semestriel**

- IV. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016**



I.

**RAPPORT D'ACTIVITE
PREMIER SEMESTRE 2016**



RAPPORT D'ACTIVITE PREMIER SEMESTRE 2016

L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DU GROUPE ET SON MARCHE SUR LA PERIODE

Le PIB de la zone euro au T2 a augmenté à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent (+0,3% au T2, vs +0,6% au T1)¹. La croissance a résisté malgré un environnement international peu porteur, caractérisé par l'incertitude politique liée au Brexit et le ralentissement des économies des pays émergents (Chine, Brésil, Russie), entraînant une contraction du commerce mondial.

Bien qu'en hausse sur les six premiers mois de l'année (+52%), le cours du Brent s'est maintenu à un niveau très bas (43,18€/baril en juin 2016, vs 55,6€/baril en juin 2015), inférieur à son cours plancher de juin 2009 (48,9€/baril).

Dans la zone euro, les dépenses de consommation des ménages (+0,6% au T1) restent le principal moteur de la croissance, du fait d'une faible inflation (+0,1% en juin) et d'une bonne orientation du marché du travail. En effet, le taux de chômage continue de baisser.

Suite au référendum en faveur de la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne, les conséquences économiques à moyen terme restent dépendantes des négociations à venir. A court terme, la Commission européenne estime que le Brexit aura un impact négatif de -0,2pt² sur la croissance du PIB.

TENDANCES PAR PAYS

France

De même qu'en 2015, la croissance française au premier trimestre a augmenté (+0,7%), puis a stagné au second (+0%). La consommation des ménages, dynamique au premier trimestre (+1,5%), s'est stabilisée au second trimestre (+0%)³.

La prévision de +1,5% de croissance sur l'année, établie par le Gouvernement français, reste soumise à de nombreux aléas.

¹ Source Eurostat

² Source Commission européenne : prévisions PIB 2016 Zone Euro : +1,5% en moyenne annuelle, contre +1,7% prévu en mai 2016

³ Source Insee

Espagne

Malgré un contexte politique incertain lié à l'absence de formation d'un gouvernement issu des dernières élections législatives, l'Espagne affiche une croissance dynamique (+0,8% au T1) et (+0,7% au T2). Le taux de chômage est revenu en deçà du seuil de 20% (19,9% en juin 2016) et l'inflation négative des onze derniers mois a joué positivement sur le pouvoir d'achat des ménages.

Portugal

La croissance portugaise s'est révélée stable au premier semestre (+0,2% au T1 et au T2). Cette constance de l'activité économique a essentiellement résulté d'une contribution positive de la demande extérieure nette, la demande intérieure étant demeurée faible. Le gouvernement a adopté, en début d'année, un ensemble de mesures visant à dynamiser le pouvoir d'achat des ménages après une longue période d'austérité.

Italie

L'économie italienne a connu un coup d'arrêt au second trimestre (+0,0%,) à la suite d'un niveau positif au T1 (+0,3%). La troisième économie de la zone euro, qui avait renoué avec la croissance en 2015, après trois années de récession a montré, de nouveau, des signes d'essoufflement.

Belgique

En Belgique, l'activité a légèrement marqué le pas au premier trimestre (+0,2% au T1) avant de se redresser au T2 (+0,5%). Les attentats du mois de mars ont pesé sur l'activité, notamment dans les secteurs de la restauration et du tourisme. La croissance est freinée par les mesures d'assainissement budgétaire et de modération salariale, mais elle devrait atteindre 1,3%⁴ sur l'année.

Pays-Bas

Suite aux réformes structurelles mises en place, la croissance s'est maintenue (+0,6% au T1 et au T2). La consommation privée a rebondi au premier semestre 2016, soutenue par un marché du travail dynamique (taux de chômage de 6,1% en juin 2016), des salaires en hausse et une inflation négative. Selon les prévisions, la croissance devrait atteindre +1,7% en 2016⁵.

Suisse

La Suisse a enregistré une croissance économique faible au premier trimestre (+0,1%) alors que la consommation des ménages a accéléré (+0,7% au T1) après une année 2015 plus nuancée, en raison de l'appréciation du franc suisse.

PRODUCTION AGROALIMENTAIRE

Au premier semestre 2016, la production agroalimentaire a progressé dans tous les pays où le groupe est présent, à l'exception de la France (-1,2%, vs S1 2015).

En Europe et plus particulièrement en France, plusieurs filières ont connu des difficultés :

⁴ Prévisions BCE

⁵ Source CBP, Bureau d'analyse économique suisse

- La surproduction laitière provoquée par la fin des quotas et la baisse de la demande extérieure a tiré les cours du lait vers le bas⁶ ;
- La filière céréalière française a pâti des cours mondiaux des céréales très bas et d'une forte chute des rendements en raison d'intempéries (baisse de 30% de la production) ;
- La filière foie gras, en France, souffre d'une baisse de production liée à la grippe aviaire.

Face au faible dynamisme des grands marchés européens, les industries agro-alimentaires et, plus particulièrement, le monde coopératif sont en quête de taille critique pour se développer à l'international et renforcer leurs positions sur leurs marchés.

Afin de répondre aux évolutions des attentes des consommateurs et pour compenser la baisse des volumes, les industriels s'orientent davantage vers des produits premium et santé (bio, produits « sans », produits locaux).

GRANDE DISTRIBUTION

En Europe, les magasins traditionnels doivent faire face à l'arrivée de nouveaux entrants, aussi bien pour le commerce en ligne (Amazon, Hello Fresh) qu'hors ligne (développement de rayons alimentaires dans les magasins non spécialisés, arrivée de Costco en France prévue en 2017, développement de magasins bio, tels que Biocoop, La Vie Claire, Naturalia).

Cette concurrence déstabilise les acteurs traditionnels qui, d'une part, renforcent leur stratégie multicanal (livraisons en une heure, développement des drives et des magasins de proximité) et, d'autre part, poursuivent leur consolidation à l'échelle européenne (*fusion de Delhaize et Ahold, partenariat en matière d'achats entre Système U et Auchan*).

RESTAURATION

Alors que plusieurs chaînes de restauration américaines (Five Guys, Papa John's...) ont pénétré le marché européen, les principaux acteurs européens renforcent leurs positions en agrandissant leur réseau et en se développant à l'international. Parallèlement, de nouveaux modèles de restauration émergent : chaînes de restauration de moins de cinquante unités (Cojean, Exki) et start-ups spécialisées dans la livraison de repas à domicile. Le marché de la RHD reste sur une bonne dynamique en France, en Italie et en Espagne. La restauration collective poursuit sa consolidation avec des fusions et des acquisitions (Elior, Newrest avec Apetito, CH&Co et Abs Catering).

⁶ Prix moyen payé aux éleveurs en France : 283€/1000L au T2 2016 (305€/L au T2 2015).

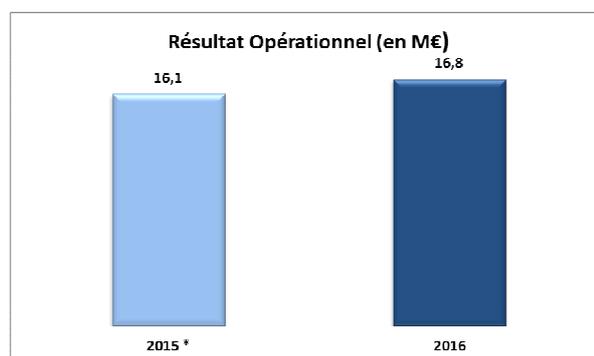
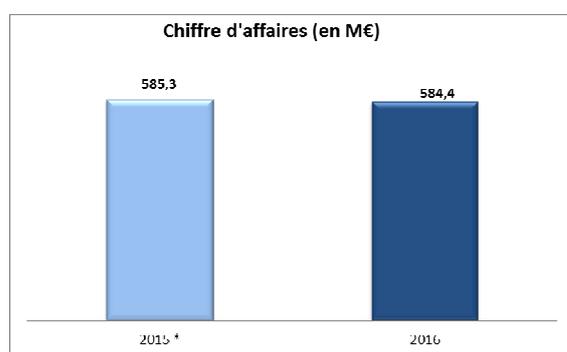
ACTIVITE DES QUATRE SECTEURS OPERATIONNELS

Au premier semestre 2016, le groupe affiche un chiffre d'affaires de 1.359,3 M€, stable par rapport au premier semestre 2015.

Éléments marquants du premier semestre 2016 :

- Le maintien d'une solide croissance organique pour les activités de Transport et de Logistique (+3,6%, hors effet carburant) ;
- la bonne dynamique des Activités internationales (+5,6%), tirée principalement par les performances enregistrées en Italie et par les acquisitions récentes aux Pays-Bas (Speksnijder, fin 2014 et Vers Express en 2016) ;
- la baisse significative du chiffre d'affaires négoce (-10%), suite à des arbitrages sélectifs opérés sur le portefeuille de clients ;
- La nette progression du résultat opérationnel, portée par le redressement de l'activité logistique et par la plus-value de cession d'un navire ;
- et ce, malgré des conditions météorologiques peu favorables à la consommation de produits estivaux, en particulier au cours du deuxième trimestre.

Transport France



* Les données de 2015 ont été modifiées suite à des reclassements opérés en 2016 entre les activités Transport France et Logistique France.

L'activité du premier semestre s'est révélée relativement stable par rapport à 2015. Si les volumes ont légèrement progressé par rapport à 2015 (+0,4%), la baisse du prix du carburant répercutée dans les facturations a minoré l'évolution du chiffre d'affaires (de l'ordre de 12M€) et a neutralisé cette performance.

Le segment des clients grands comptes a souffert d'une consommation alimentaire atone, toutefois, certains secteurs du Midmarket et de la GMS ont mieux résisté et ont affiché une dynamique satisfaisante.

Outre une météo défavorable, l'activité du second trimestre a été impactée par des inondations qui ont perturbé l'exploitation dans plusieurs bassins en France et par une crise aviaire dans le Sud-ouest ayant nécessité un vide sanitaire qui a affecté la filière canard gras.

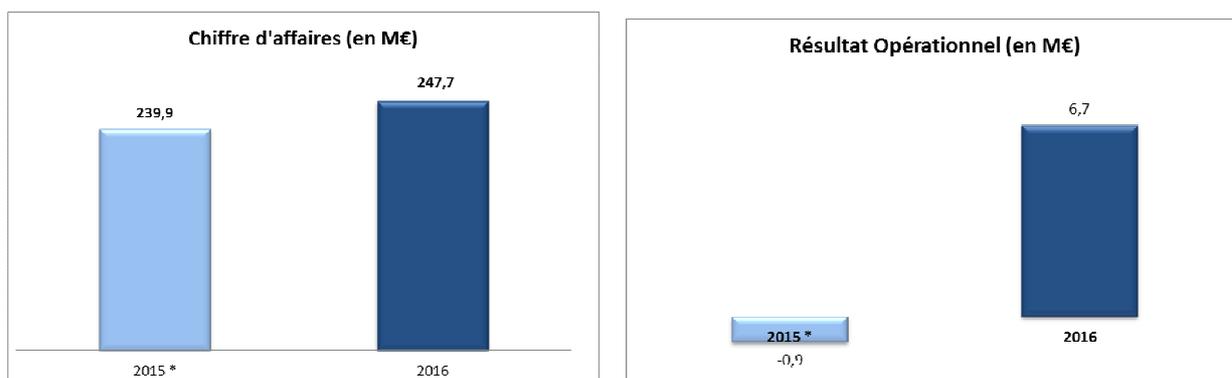
Deux ans après l'intégration de la société Ebrex, STEF Transport a stabilisé son organisation

et a réalisé un travail de fonds sur l'amélioration de la performance opérationnelle et économique, tout en maintenant ses exigences sur ses indicateurs de qualité de service.

Le résultat opérationnel est comparable à celui de 2015, à même époque.

Par ailleurs, dans le cadre de sa démarche d'amélioration continue engagée depuis trois ans, STEF Transport a obtenu, en juin 2016, la certification ISO 9001.

Logistique France



* Les données de 2015 ont été modifiées suite à des reclassements opérés en 2016 entre les activités Transport France et Logistique France.

STEF Logistique France affiche une croissance de chiffre d'affaires de 3,3% sur le semestre.

Le premier semestre 2016 a été marqué par une dynamique de consommation défavorable ayant généré des niveaux de stock record chez les industriels, tant en surgelé qu'en frais. L'activité de Restauration hors foyer a pâti d'une baisse de fréquentation à la suite des attentats en France, fin 2015.

La progression du chiffre d'affaires du pôle Logistique France résulte essentiellement de l'activité Surgelé (+5.6%), avec un coefficient de remplissage des entrepôts en hausse de quasiment 5 points, par rapport à la même période en 2015.

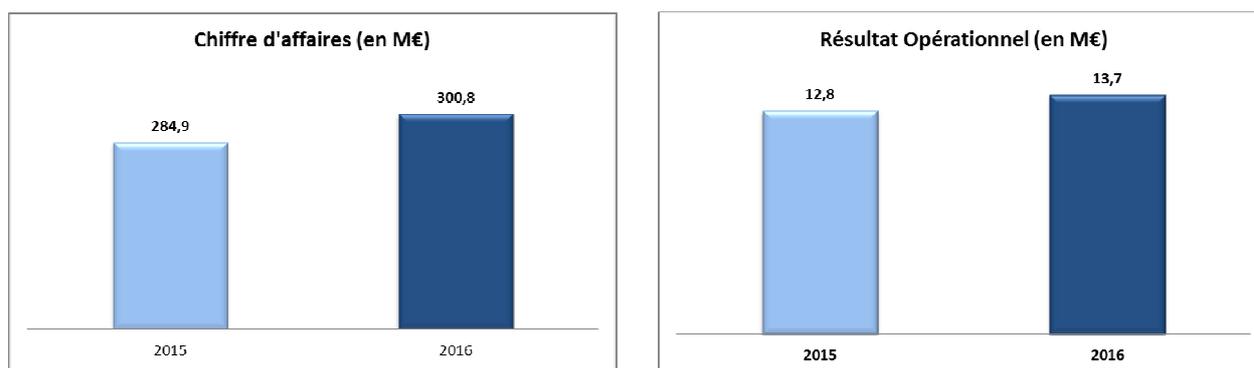
L'activité Frais Tempéré et Sec alimentaire (FTSA) des industriels de l'agroalimentaire affiche une croissance de 3,6%, essentiellement grâce au démarrage d'un nouveau dossier en région lyonnaise. Cependant, à périmètre constant, les volumes sont en retrait.

L'évolution de l'activité RHD est très hétérogène selon les enseignes. Malgré un arbitrage sélectif opéré, fin 2015, sur le portefeuille de clients et, dans une proportion moindre, grâce à la poursuite du développement d'une enseigne de restauration chainée, ce périmètre n'affiché qu'une progression de +2,2%.

L'activité GMS affiche une croissance de +2.3 %, exclusivement portée par l'activité Frais et ce, malgré l'arrêt d'un dossier client au premier trimestre.

L'adaptation du dispositif et une gestion dynamique de l'outil immobilier, avec la fermeture et la cession d'entrepôts obsolètes, ont permis d'améliorer la performance économique du pôle, qui avait subi des charges exceptionnelles au 1^{er} semestre 2015.

STEF INTERNATIONAL



STEF International clôture le premier semestre 2016 avec un chiffre d'affaires en hausse de 5,6% et un résultat en progression de 7,3% par rapport à 2015, à même époque, essentiellement tirés par l'Italie et la forte dynamique des activités de flux européens.

L'acquisition de la société Vers Express aux Pays Bas représente la seule variation de périmètre sur la période ; elle est d'un impact mineur sur l'évolution du chiffre d'affaires.

Italie

En Italie, le premier semestre s'est caractérisé par une forte dynamique de croissance et une hausse du chiffre d'affaires de 8,5%.

Grâce à la densité de son réseau et à sa qualité de service, les positions de STEF sont bien affirmées sur ses principaux secteurs (domestique, export), à la fois, en groupage et en logistique de massification pour les produits frais.

L'activité du second trimestre a été tirée par le démarrage de contrats stratégiques avec des marques emblématiques de l'industrie agroalimentaire, sur le secteur des produits alimentaires tempérés et thermosensibles (+8°C à +15°C).

STEF poursuit le déploiement de son dispositif immobilier avec la construction d'une plateforme transport à Bologne, bassin géographique où sont implantées de nombreuses entreprises agroalimentaires.

Espagne

Malgré un environnement politique fragile qui a obéré la confiance des consommateurs, le chiffre d'affaires de STEF en Espagne a progressé de 1,8%. Le développement de l'activité a permis de compenser les effets des actions de mise en performance prises sur le segment des lots complets et la reconversion du site de Getafe vers une activité de restauration.

La performance économique a subi une légère contraction en raison des coûts de préparation et de démarrage de deux nouveaux dossiers.

Portugal

Le chiffre d'affaires de STEF au Portugal a progressé de 2,8% par rapport au premier semestre 2015, sous l'impulsion de l'activité soutenue des grands comptes nationaux et du segment du Midmarket. Le secteur de la restauration s'est révélé dynamique.

Au premier semestre, STEF Portugal a poursuivi les transformations démarrées en 2015, et la spécialisation de son organisation. Après l'extension du site de Porto, le dispositif de Lisbonne sera renforcé, à l'automne, avec le réaménagement du site d'Alverca.

Benelux

En Belgique, le marché du transport a été très impacté par la mise en place de la taxe kilométrique sur les poids lourds. Les équipes commerciales ont tout mis en oeuvre pour atténuer l'impact économique de cette nouvelle taxe.

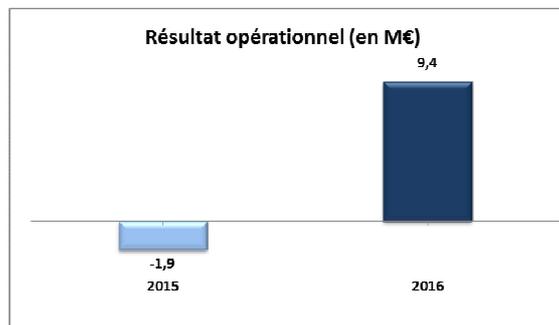
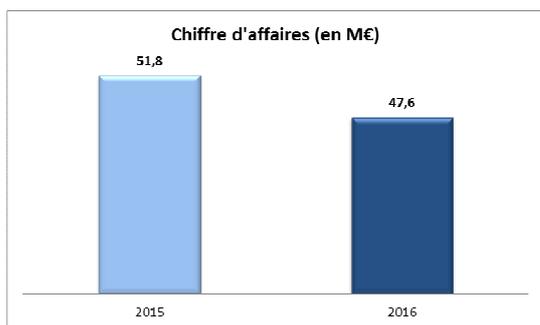
Aux Pays Bas, le réseau de groupage a été renforcé, grâce au rachat de la société Vers Express à Eindhoven, cette nouvelle acquisition permettra d'accroître les capacités de livraison et de distribution dans le Sud du pays et dans le Nord de la Belgique.

Suisse

Le chiffre d'affaires du premier semestre a provisoirement fléchi du fait de la perte d'un client, fin 2015. Les efforts se sont concentrés sur le développement commercial, notamment par la recherche de nouveaux secteurs d'activité.

Avec l'acquisition d'un terrain à Kolliken, proche de l'agglomération de Zurich, en zone alémanique, le groupe poursuit son projet de construction d'une plate-forme multi-températures.

Maritime



L'activité du port de Marseille a été perturbée, en début d'année, par une suite d'évènements liés à la liquidation judiciaire de l'ex-SNCM et à la reprise de ses principaux actifs (grèves et blocage du port en janvier).

Pour La Méridionale, le premier semestre s'est caractérisé par :

- Fret : malgré un marché Roll entre le Continent français et la Corse en légère croissance à fin juin (+2 %), l'activité fret de La Méridionale a baissé de -3,3 %, en raison des perturbations du début d'année sur le port de Marseille et de la concurrence de nouveaux acteurs ;
- Transport de passagers : Celui-ci a été affecté, dans une moindre mesure, par les évènements conjoncturels du début d'année, mais il est soumis à la forte concurrence du trafic aérien. Toutefois, La Méridionale s'est démarquée de cette tendance pour afficher une croissance de +3,2 % et une recette unitaire satisfaisante.

Le chiffre d'affaires ressort en baisse de 8 %, du fait de l'incidence de la baisse du prix des carburants, répercutée sur les clients et de l'arrêt de l'affrètement du Scandola. Retraité ces deux facteurs, le chiffre d'affaires est stable.

Le résultat opérationnel de 9,4 M€ intègre un impact positif lié à la cession du navire Scandola (7 M€), cédé en avril 2016. Ce navire n'était pas affecté à la desserte de la Corse et faisait l'objet d'un frètement auprès d'un armateur tiers.

Les tendances pour la saison estivale sont bien orientées, en particulier, le trafic passagers.

La Délégation de Service public actuelle (DSP) pour la desserte maritime de la Corse est effective jusqu'au 30 septembre 2016. La Collectivité Territoriale de Corse a lancé un appel d'offre pour une nouvelle DSP transitoire d'une période d'un an avec un périmètre et un mode de gestion inchangés par rapport au contrat en cours. La Méridionale a répondu à cette sollicitation avec son partenaire, Corsica-Linéa.

Un second appel d'offre pour une nouvelle DSP d'une période de 10 ans, postérieure au 1er octobre 2017 est en cours d'élaboration. Le mode de gestion de cette DSP n'a pas encore été arrêté.

Systemes d'information

STEF Information et Technologies (STEF IT) conçoit des solutions logicielles nécessaires à l'activité du groupe STEF. Il intègre et maintient les systèmes d'information du Groupe.

Support aux métiers du Groupe

Au premier semestre 2016, le projet d'encadrement de la sous-traitance transport a été mis en œuvre sur l'ensemble du réseau en France. Une nouvelle version de l'outil TMS a été déployée, incluant de nouvelles fonctionnalités, telles que la traçabilité des horaires et des températures, un brief/debrief conducteur, le suivi d'exécution de commandes, l'intégration de l'application Softrack.

Le projet m-Track, qui assure la traçabilité des livraisons via des smartphones, a été massivement déployé auprès de 6.500 conducteurs en France, d'affrétés et de sous-traitants, ainsi qu'en Italie, en Espagne et au Portugal.

La gestion centralisée et optimisée de l'impression des principaux documents de transport a été mise en production.

Les chantiers prioritaires pour la refonte du système d'information Transport (programme Mercure) ont été définis.

La standardisation des processus de fonctionnement dans l'activité Logistique s'est poursuivie (mise en place de la version unique du logiciel interne d'entrepôt WMS sur les derniers sites acquis en France, migration de sept sites logistiques en Péninsule ibérique. D'autres projets et solutions ont été mis en œuvre sur différents sites (Densification des stocks, Préparation Vocale Temps Réel).

Support aux fonctions transverses

STEF IT accompagne les fonctions transverses dans la digitalisation de leurs opérations (mise à niveau du progiciel de gestion SAP, sélection d'éditeurs de logiciels). Il a consolidé et déployé, au premier semestre 2016, des outils destinés à optimiser la performance administrative au sein du Groupe :

- matricule unique et Déclaration sociale nominative pour la paie en France ;
- outil de construction budgétaire ;
- pack client permettant à la force commerciale de disposer, dans l'outil CRM, d'une vision complète de la relation d'affaires avec les clients ;
- dématérialisation fiscale de factures ;
- enrichissement du référentiel Groupe, de ses clients et de ses partenaires.

Immobilier

IMMOSTEF accompagne la dynamique de développement du groupe par une adaptation permanente de l'outil immobilier, tant par une politique d'acquisition soutenue que par des chantiers de reconfiguration et de rénovation.

Acquisitions d'immeubles et de terrains

- Pays Bas : acquisition d'une plateforme transport de 3.000 m², située à Raalte ;
- Italie : réservation d'un terrain de 4,4 ha à Guidonia (Rome Est) destiné à la construction, en 2017, d'un site d'exploitation Transport et Logistique ;
- Suisse : acquisition d'un terrain de 2,5 ha à Kölliken (Suisse alémanique) destiné à la construction d'un nouvel entrepôt bi-température de 90.000 m³ ;
- France : acquisition d'un site logistique à Chambéry, destiné à l'extension du site STEF Transport et Logistique mitoyen ;
- France : acquisition d'un terrain à La Crèche (Niort) de 7,3 ha destiné à l'implantation d'un entrepôt en froid positif.

Travaux engagés en 2016

Plusieurs mises en chantier ont été réalisées au 1^{er} semestre, parmi lesquelles :

- France : construction d'un entrepôt climatisé de 19.000 m² sur la zone Artenay - Poupry (Orléans Nord) pour une mise en exploitation début 2017 ;
- France : construction d'une nouvelle plateforme Transport de 8.000 m² sur la zone de Chateaubourg (Rennes Est) qui sera livrée en fin d'année ;
- France : construction d'un entrepôt réfrigéré de 18.500 m² à Darvault (Nemours) pour une livraison début 2017 ;
- Italie : construction d'un site Transport et Logistique à Bologne de 10.000 m² (livraison en 2017).

EFFECTIFS

Au 30 juin 2016, les effectifs du Groupe (CDI et CDD) sont stables par rapport au 30 juin 2015:

	30/06/2015	30/06/2016
STEF Transport	8 030	7 851
STEF Logistique	3 553	3 619
STEF International	2 947	3 058
Maritime	518	532
Autres activités et fonctions centrales	608	609
TOTAL Groupe	15 656	15 669

	30/06/2015	30/06/2016
Effectifs France	12 769	12 672
Effectifs Hors France	2 887	2 997
dont Espagne	1 291	1 299
dont Portugal	407	393
dont Italie	601	655
dont Belgique	311	323
dont Pays-Bas ⁷	180	240
dont Suisse	97	87
TOTAL Groupe	15 656	15 669

Les variations ont généralement suivi l'évolution de l'activité selon les périmètres :

En France, les effectifs des fonctions centrales sont stables par rapport à juin 2015 et ceux du maritime en légère augmentation.

Pour les deux activités principales, l'évolution est contrastée :

- en Transport, la contraction des effectifs intègre la cession de STEF Transport Saint Amand ;
- en Logistique, la progression des effectifs résulte des besoins de l'activité, en GMS et en Frais.

A l'international, les faits marquants sont l'intégration de deux nouveaux sites :

- En Italie : l'intégration de sites dédiés à un client, représentant 44 salariés ;
- Aux Pays-Bas, l'acquisition de la société Vers-Express (40 salariés).

Dans les autres pays, les effectifs sont stables dans l'ensemble.

⁷ Speksnijder, STEF Nederland et Vers-Express

COMPTES CONSOLIDÉS

Evolution du périmètre

Modification du périmètre de consolidation au cours du premier semestre 2016 :

- acquisition de 100 % du capital de la société Vers Express aux Pays Bas.

Synthèse du chiffre d'affaires

Cumul semestriel (en millions d'euros)	2015	2016	Variation %	A périmètre constant %
Transport France	585,3	584,4	-0,2%	-0,2%
Logistique France	239,9	247,7	3,2%	3,7%
Activités Internationales	284,9	300,8	5,6%	5,2%
Sous-total Transport et Logistique	1 110,1	1 132,8	2,0%	2,0%
Maritime	51,8	47,6	-8,0%	-8,0%
Autres	198,8	178,9	-10,0%	-10,0%
TOTAL	1 360,7	1 359,3	-0,1%	-0,1%

Le chiffre d'affaires du groupe est stable au premier semestre 2016, grâce à la bonne dynamique des activités internationales qui compense la baisse de chiffre d'affaires du négoce, suite à des arbitrages sélectifs opérés par le groupe sur son portefeuille de clients de la Restauration Hors Domicile.

Dans un contexte d'amélioration légère de la consommation alimentaire, les activités Transport et Logistique du groupe progressent de 3,6 % sur le semestre, hors effet carburant.

Compte de résultat consolidé

Cumul semestriel (En millions d'euros)	2015	2016	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 360,7	1 359,3	-0,1%
Résultat opérationnel	27,1	49,2	81,5%
Résultat financier	(7,4)	(6,9)	
Résultat avant impôt	19,7	42,3	114,1%
Charge d'impôt	(5,9)	(10,6)	
Part du résultat des entreprises mises en équivalence	1,4	(0,7)	
Résultat net	15,3	31,0	102,1%
- dont part du Groupe	15,5	30,8	98,9%
- dont intérêts minoritaires	(0,1)	0,2	

Le résultat opérationnel du Groupe est en forte progression, grâce aux principaux effets suivants :

- La progression de la contribution de l'activité Surgelés, suite à la hausse du taux de remplissage des entrepôts ;
- La poursuite d'une forte dynamique de croissance et de résultats en Europe ;
- La plus-value de cession du navire Scandola.

Grâce à des taux d'intérêts en baisse sur le semestre, notamment suite à de nouvelles sources de financement (billets de trésorerie), les frais financiers restent maîtrisés, malgré l'augmentation de l'endettement du groupe.

Le groupe maintient un taux effectif d'impôts bien inférieur au taux légal d'imposition en France, par l'effet combiné :

- du régime fiscal particulier du maritime ;
- des différentiels de taux d'impôts à l'étranger ;
- et de la prise en compte du CICE qui est un produit non imposable.

Le résultat net part de Groupe ressort à 30,8 M€, en forte hausse, compte tenu de la bonne performance de ses activités ainsi que de la plus-value de cession du navire Scandola.

Structure financière

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 497,8 M€ contre 494,4 M€ au 31 décembre 2015. Cette évolution intègre notamment la distribution de 24 M€ au titre du dividende 2015.

Flux financiers

La capacité d'autofinancement est en augmentation, principalement grâce au flux de trésorerie généré par l'activité et à une bonne maîtrise du fonds de roulement.

Le groupe a maintenu un programme d'investissements soutenu avec 73 M€ investis sur la période.

Transactions entre les parties liées

La nature, les termes et les montants des opérations avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative au cours du 1er semestre 2016.

Modifications significatives par rapport au dernier rapport annuel

A la date du présent rapport financier, il n'y a pas de modification significative par rapport au rapport annuel 2015.

Plus particulièrement, il n'y a pas de modification ou d'incertitude relative aux principaux facteurs de risques exposés dans le rapport annuel 2015 et qui seraient susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'activité et les résultats du second semestre 2016.

Evènements importants intervenus depuis la date de clôture et la date d'établissement du présent rapport

Néant.

PERSPECTIVES 2016

Au premier semestre, le groupe STEF a tiré parti d'un environnement économique stabilisé et une légère reprise de la consommation alimentaire, pour renforcer son positionnement sur les marchés où il est présent.

Au second semestre, STEF poursuivra sa stratégie de développement de ses activités cœur de métier que sont le groupage et la logistique des produits frais.

En France, le groupe s'attachera à confirmer la résistance de son réseau Transport, la poursuite de l'amélioration des performances et le retour à une qualité de service optimale.

En logistique, le redressement progressif de l'activité de logistique de Restauration est conforme aux attentes.

Hors de France, les activités internationales confirment leur progression en s'appuyant sur la solidité des activités domestiques, le développement des activités en Europe du Nord et la poursuite de la croissance des flux intra-européens.

Le groupe entend renforcer sa dynamique commerciale en recherchant tous les leviers de croissance que lui offrira le marché.



II.

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2016



Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2016
BILAN CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

A C T I F S	note	30 juin 2016	31 décembre 2015
Actifs non courants			
Écarts d'acquisition	14	136 953	134 686
Autres immobilisations incorporelles		22 283	22 069
Immobilisations corporelles	15	969 772	949 950
Actifs financiers non courants		28 586	27 591
Participations dans les entreprises associées	20	21 142	23 411
Actifs d'impôt différé		32 275	30 422
Total de l'actif non courant		1 211 011	1 188 129
Actifs courants			
Stocks et en cours		33 961	36 372
Clients		411 878	438 281
Autres créances et actifs financiers courants		136 375	141 280
Actif d'impôt courant		10 946	13 500
Trésorerie et équivalents de trésorerie (a)		66 502	42 457
Total de l'actif courant		659 662	671 890
Total des actifs		1 870 673	1 860 019
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capitaux propres			
Capital		13 166	13 166
Primes		-	-
Réserves		482 366	479 198
Capitaux propres part du Groupe	16	495 532	492 364
Intérêts minoritaires		2 224	2 026
Total des Capitaux propres		497 756	494 390
Passifs non courants			
Provisions non courantes	17	41 247	37 178
Passifs d'impôt différé		45 485	47 488
Dettes financières non courantes (b)	18	384 870	462 600
Total du passif non courant		471 602	547 266
Passifs courants			
Dettes fournisseurs		287 738	357 138
Provisions courantes	17	11 482	14 177
Autres dettes courantes		350 147	331 428
Dette d'impôt courant		1 245	796
Dettes financières courantes (c)	18	250 703	114 824
Total du passif courant		901 315	818 363
Total des capitaux propres et passifs		1 870 673	1 860 019
Endettement net (b) + (c) - (a)		569 071	534 967
Ratio Endettement net / Total des capitaux propres		1,14	1,08



Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2016
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(En milliers d'euros)

	note	1er semestre 2016	1er semestre 2015	Evolution
CHIFFRE D'AFFAIRES	8	1 359 329	1 360 729	-0,1%
Consommations en provenance des tiers	9	(860 032)	(877 630)	-2,0%
Impôts, taxes et versements assimilés		(31 532)	(31 877)	-1,1%
Charges de personnel		(379 588)	(375 563)	1,1%
Dotations aux amortissements		(51 024)	(48 418)	5,4%
(Dotations) Reprises nettes aux provisions		3 256	789	312,7%
Autres produits et charges opérationnels	10	8 819	(908)	-1071,3%
RESULTAT OPERATIONNEL	8	49 228	27 122	81,5 %
Charges financières	11	(6 942)	(7 388)	
Produits financiers	11	0	14	
Résultat Financier		(6 942)	(7 374)	-5,9 %
RESULTAT AVANT IMPÔT	8	42 286	19 748	114,1 %
Charge d'impôt	12	(10 573)	(5 870)	
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	20	(741)	1 444	
RESULTAT DE LA PERIODE		30 972	15 322	102,1 %
* dont part du Groupe		30 774	15 470	98,9 %
* dont intérêts minoritaires		198	(148)	
EBITDA	13	96 996	74 751	29,8 %
Résultat par action :		(en euros)	(en euros)	
- de base :		2,51	1,23	
- dilué :		2,51	1,23	



Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2016
ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(En milliers d'euros)

	1er semestre 2016	1er semestre 2015
RESULTAT DE LA PERIODE	30 972	15 322
Gains ou pertes actuariels sur régimes de retraite	(2 951)	(41)
Charge d'impôt sur les éléments non recyclables	1 016	16
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui ne sont pas reclassés ultérieurement en résultat	(1 935)	(25)
Ecart de change résultant des activités à l'étranger	(452)	1 860
Part efficace des variations de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	(1 541)	3 724
Charge d'impôt sur les éléments recyclables	109	(1 231)
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui sont reclassés ultérieurement en résultat	(1 884)	4 353
Résultat Global de la période	27 153	19 650
* dont part du Groupe	26 955	19 798
* dont intérêts minoritaires	198	(148)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Réserve de juste valeur	Total attribuable aux actionnaires de STEF	Part des minoritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 1er janvier 2015	13 516	4 284	484 265	(363)	(54 633)	(10 026)	437 043	3 525	440 568
Dividendes versés			(20 973)				(20 973)		(20 973)
Achats et ventes d'actions propres	(350)				(4 042)		(4 042)		(4 042)
Opération d'annulation d'actions propres			(15 400)		15 750		0		0
Opérations avec les intérêts minoritaires			(173)				(173)	(1 287)	(1 460)
Total des transactions avec les actionnaires	(350)	0	(36 546)	0	11 708	0	(25 188)	(1 287)	(26 475)
Résultat global de la période			15 445	1 860		2 493	19 798	(148)	19 650
Capitaux propres au 30 juin 2015	13 166	4 284	463 164	1 497	(42 925)	(7 533)	431 653	2 090	433 743
Capitaux propres au 1er janvier 2016	13 166		528 315	694	(42 424)	(7 387)	492 364	2 026	494 390
Dividendes versés			(23 925)				(23 925)		(23 925)
Achats et ventes d'actions propres					138		138		138
Opérations avec les intérêts minoritaires							0		0
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	(23 925)	0	138	0	(23 787)	0	(23 787)
Résultat global de la période			28 839	(452)		(1 432)	26 955	198	27 153
Capitaux propres au 30 juin 2016	13 166	0	533 229	242	(42 286)	(8 819)	495 532	2 224	497 756



Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2016
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(En milliers d'euros)

	1er semestre 2016	1er semestre 2015	31 décembre 2015
Résultat de la période	30 972	15 322	75 286
+/- Dotations nettes aux amortissements, dépréciations d'actifs non courants et provisions	49 538	48 730	108 555
+/- Plus ou moins values de cession d'actifs non courants	(9 072)	(41)	565
+/- Quote-part de résultat des entreprises associées	741	(1 444)	(3 019)
+/- Variation en juste valeur des instruments dérivés	302	(123)	(49)
- Impôts différés	0	(693)	(4 072)
Capacité d'autofinancement (A)	72 481	61 751	177 266
Elimination de la charge (produit) d'impôt	10 573	5 870	23 332
Impôts payés	(10 249)	8 879	(13 314)
Variations des autres éléments du BFR	(17 888)	(39 391)	(41 993)
+/- Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (B)	(17 564)	(24 642)	(31 975)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (C)=(A+B)	54 917	37 109	145 291
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(4 388)	(2 333)	(5 939)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(68 948)	(65 746)	(137 180)
+/- Variation des prêts et avances consentis + actifs financiers	(1 100)	(106)	(4 907)
- Différés de paiement liés aux acquisitions de filiales			(601)
-/+ Encaissements et décaissements liés aux acquisitions et cessions de filiales nets de la trésorerie acquise (*)	(2 100)	(6 776)	(6 798)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12 024	1 909	14 042
+ Dividendes reçus des entreprises associées	1 102	276	1 319
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (D)	(63 410)	(72 776)	(140 064)
+/- Achats et ventes d'actions propres	138	(4 042)	(3 541)
- Dividendes versés aux propriétaires de STEF	(23 925)	(20 973)	(20 973)
- Dividendes versés aux minoritaires des filiales	0		(1 892)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	113 414	87 002	120 390
- Remboursements d'emprunts	(96 119)	(59 228)	(107 421)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (E)	(6 492)	2 759	(13 437)
Trésorerie nette à l'ouverture	7 171	15 381	15 381
Trésorerie nette à la clôture	(7 814)	(17 527)	7 171
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (C+D+E)	(14 985)	(32 908)	(8 210)
Les trésoreries nettes à la clôture s'analysent comme suit :	1er semestre 2016	1er semestre 2015	31 décembre 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	66 502	42 884	42 457
Découverts bancaires et crédits à court terme (note 18)	(74 316)	(60 411)	(35 286)
	(7 814)	(17 527)	7 171
(*)	1er semestre 2016	1er semestre 2015	31 décembre 2015
Coût d'achat des titres des entreprises acquises	(2 100)	(10 816)	(10 683)
Trésorerie acquise/sortie de trésorerie des entreprises cédées		4 040	3 885
Décaissement net	(2 100)	(6 776)	(6 798)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2016

1 – ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS

STEF S.A. est une société anonyme de droit français ayant son siège social à Paris et dont les actions sont inscrites au compartiment B de NYSE Euronext Paris. Les comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2016 comprennent STEF S.A. et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme « le Groupe » ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Sauf indication contraire, ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de STEF S.A du 1^{er} septembre 2016.

2 – REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2016 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* » du référentiel International Financial Reporting Standards (IFRS), tel qu'adopté par l'Union européenne.

Ces comptes intermédiaires résumés ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus en liaison avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

3 – PRINCIPES COMPTABLES ET OPTIONS DE PRESENTATION

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles appliquées aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015, auxquels il convient de se référer, à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations applicables pour la première fois en 2016 et des méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires décrites au paragraphe 4 ci-dessous.

Les normes, amendements ou interprétations d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 sont les suivants :

- IAS 1 - Amendement : Initiative concernant les informations à fournir ;
- IAS 16 et IAS 38 - Amendements : Clarifications sur les modes d'amortissements acceptables ;
- IFRS 11 - Amendement : Comptabilisation d'acquisition d'intérêts dans une activité conjointe ;
- IAS 19 – Amendement : Avantages du personnel - Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel ;
- Améliorations annuelles, cycles 2010-2012 et 2012-2014

Ces normes et amendements n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2016.

Le Groupe n'a pas appliqué de norme, amendement ou interprétation de façon anticipée dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2016.

4 – ESTIMATIONS

La préparation des comptes consolidés intermédiaires nécessite, de la part de la direction du Groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les valeurs retenues pour arrêter les comptes. En particulier, les valeurs réelles définitives peuvent se révéler différentes des valeurs estimées.

Ainsi, pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires, les jugements significatifs exercés pour l'application des méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations restent identiques à ceux et celles décrits dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Les méthodes d'évaluation spécifiques appliquées aux arrêtés intermédiaires sont les suivantes :

- la charge d'impôt du semestre est évaluée en appliquant au résultat avant impôt du semestre hors résultat du Maritime, le taux d'impôt effectif moyen estimé pour l'ensemble de l'exercice ;
- les charges relatives à l'intéressement contractuel du personnel correspondent à la moitié des charges estimées pour l'ensemble de l'exercice ;
- la charge de participation des salariés est estimée sur la base du budget de l'exercice 2016. Au 30 juin, la quote-part de charge de participation est comptabilisée selon l'avancement du résultat avant impôt ;
- les montants reconnus au titre des engagements de retraite dans le bilan consolidé au 30 juin sont déterminés en ajustant la valeur nette comptable à l'ouverture des droits accumulés, des frais d'intérêts, des gains et pertes actuariels et des cotisations au plan en fonction des montants estimés au 31 décembre 2015 pour 2016.

Afin de tenir compte de la baisse sensible des taux d'actualisation de 2% au 31 décembre 2015 à 1,25% au 30 juin 2016, le groupe a procédé à une mise à jour de ses évaluations au titre de l'engagement d'indemnités de fin de carrière et de médailles du travail.

5 – CARACTERE SAISONNIER DE L'ACTIVITE

L'activité du second semestre est généralement plus soutenue que celle du premier en raison de la concentration de la période estivale et de la période festive de fin d'année. Les résultats opérationnels du premier semestre sont, de ce fait, traditionnellement inférieurs à ceux du second semestre.

6 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le groupe a acquis fin avril 2016, la totalité des titres de la société VERS EXPRESS aux Pays Bas par l'intermédiaire de sa filiale STEF NEDERLAND.

7 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Le groupe couvre le risque de taux sur la dette à taux variable liée aux financements immobiliers et maritime à long terme par l'intermédiaire de swaps de taux parfaitement adossés. Deux swaps de taux adossés à la dette moyen terme du groupe et portant sur un notionnel de 80 M€, complètent ce dispositif.

Au 30 juin 2016, le montant notionnel total des instruments destinés à couvrir le risque de taux sur la dette à taux variable s'élève à 280 M€ contre 269 M€ au 31 décembre 2015.

L'exposition du Groupe au risque de crédit client n'a pas enregistré d'évolution significative au cours du semestre écoulé. Aucun de ses clients n'est d'une taille telle que sa défaillance puisse avoir un effet significatif sur la situation financière du Groupe qui, nonobstant les mécanismes de protection dont il dispose du fait de la réglementation applicable, continue à recourir à l'assurance-crédit dans le secteur du transport et pour l'ensemble de ses activités internationales.

En ce qui concerne le risque de change, le Groupe opère essentiellement dans la zone Euro et son exposition aux variations de cours des autres monnaies demeure faible.

Concernant enfin le risque de liquidité, le Groupe a mis en place une politique de centralisation de trésorerie effective en France et dans les principales filiales européennes du Groupe.

8 – INFORMATION SECTORIELLE

1er semestre 2016	Transport	Logistique	International	Maritime	Autres	Données consolidées
Chiffre d'affaires externe	584 363	247 665	300 790	47 639	178 872	1 359 329
Résultat opérationnel	16 798	6 652	13 739	9 384	2 655	49 228
Résultat avant impôt	15 148	5 618	12 198	6 207	3 115	42 286

1er semestre 2015	Transport (1)	Logistique (1)	International	Maritime	Autres	Données consolidées
Chiffre d'affaires externe	585 312	239 919	284 904	51 778	198 816	1 360 729
Résultat opérationnel	16 132	- 983	12 805	- 1 923	1 091	27 122
Résultat avant impôt	14 393	- 1 983	11 166	- 5 268	1 440	19 748

(1) Les données de 2015 ont été modifiées suite à des reclassements opérés en 2016 entre les activités Transport France et Logistique France

Le chiffre d'affaires du secteur « Autres activités » inclut le négoce de marchandises pour le compte de tiers, pour 169 M€ au 1^{er} semestre 2016 contre 188 M€ au 1^{er} semestre 2015. Cette diminution de 20 M€ s'explique principalement par des arbitrages sélectifs opérés par le groupe sur son portefeuille de clients de la RHD (Restauration Hors Domicile).

L'amélioration du résultat de l'activité logistique provient essentiellement d'un fort niveau d'activité sur les produits surgelés.

Le résultat du secteur maritime doit être analysé en tenant compte de la réalisation de la plus-value de cession du Scandola.

9 - CONSOMMATIONS EN PROVENANCE DES TIERS

	1er semestre 2016	1er semestre 2015
Achats hors énergie (dont marchandises RHD)	184 301	206 026
Achats de gazole et autres carburants	49 593	57 830
Achats d'autres énergies	19 937	22 178
Sous-traitance	392 070	378 705
Loyers et charges locatives	40 786	42 520
Entretien et maintenance	37 725	39 558
Personnels externes et rémunérations d'intermédiaires	75 197	69 443
Assurances et avaries	22 778	22 895
Services extérieurs et divers	37 645	38 474
Total :	860 032	877 630

La variation de ce poste s'explique principalement par :

- la baisse des achats de marchandises de la Restauration Hors Domicile suite à des fins de contrats.
- la baisse des charges de carburant pour 8,2 M€ et de l'électricité pour 2 M€.
- la hausse de la sous-traitance Transport s'explique par le développement de nos activités en Italie et en Espagne

10 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Ce poste comprend essentiellement la plus-value réalisée sur la cession du navire Scandola en avril 2016 pour 9,1 M€.

11 – RESULTAT FINANCIER

	1er semestre 2016	1er semestre 2015
Produits financiers		
Dividendes perçus des actifs disponibles à la vente	0	14
Produit de juste valeur des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat		123
Charges financières		
Charges nettes d'intérêt sur passifs financiers au coût amorti	(6 621)	(7 471)
Charge de juste valeur des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat	(302)	
Perte de change nette	(19)	(40)
CHARGES FINANCIERES NETTES	(6 942)	(7 374)

Les taux d'intérêt ont continué leur chute au 1^{er} semestre 2016 et notamment l'Euribor 3 mois qui s'élève à -0,22 au 30 juin 2016 contre 0,02 au 30 juin 2015.

12- CHARGE D'IMPÔT

Le taux d'impôt effectif supporté au cours du premier semestre 2016 s'est élevé à 25,0 %, contre 29,7% au cours de la même période de 2015. En excluant les résultats du secteur maritime qui a opté pour le régime de taxation au tonnage, le taux d'impôt effectif ressort à 27,2% au cours du premier semestre 2016, à comparer à 26,5 % pour la même période de 2015.

13- EBITDA

	1er semestre 2016	1er semestre 2015
Résultat opérationnel	49 228	27 122
Dotations nettes aux amortissements	51 024	48 418
Dotations (reprises) nettes sur dépréciations et provisions	(3 256)	(789)
TOTAL	96 996	74 751

14 – ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition évoluent de 2,3 M€ sur la période du fait de l'acquisition de la société VERS EXPRESS.

Le Groupe n'a pas identifié d'indice de perte de valeur sur ses écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée de vie indéfinie au cours du semestre clos le 30 juin 2016.

15 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

L'augmentation des immobilisations corporelles provient principalement :

- de l'acquisition de matériel de transport pour 10,8 M€
- de l'acquisition de foncier, en Suisse Alémanique pour 6,5 M€ et en France pour 8 M€
- du paiement de 2 acomptes sur la construction en VEFA d'un immeuble de bureaux à Lyon pour 5,6 M€.

16 – CAPITAUX PROPRES

Le capital social de STEF S.A est composé, au 30 juin 2016, de 13 165 649 actions libérées d'une valeur nominale de 1 euro.

Le dividende versé au premier semestre 2016, au titre du résultat de l'exercice 2015, s'est élevé à 1,95 euro par action.

17 – PROVISIONS

L'évolution des provisions pour risques et charges se présente comme suit :

	31 décembre 2015	Dotations	Reprises	Autres	30 juin 2016
Indemnités de départ à la retraite	17 776	1 097	(796)	2 951	21 028
Médailles du travail	9 380	1 513	(378)		10 515
Provisions litiges	13 232	6 743	(9 297)		10 678
Autres provisions	10 967	2 543	(2 893)	(109)	10 508
TOTAL	51 355	11 896	(13 364)	2 842	52 729

Afin de tenir compte de la baisse sensible des taux d'actualisation de 2% au 31 décembre 2015 à 1,25% au 30 juin 2016, le groupe a procédé à une mise à jour de ses évaluations au titre de l'engagement d'indemnités de fin de carrière et de médailles du travail.

18 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Ils s'analysent comme suit :

	30 juin 2016	31 décembre 2015
Dettes financières non courantes		
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit confirmées à plus d'un an	334 332	406 378
Dettes liées à des locations financement	38 662	45 337
Juste valeur des instruments financiers dérivés	11 876	10 885
Total des dettes non courantes	384 870	462 600
Dettes financières courantes		
Part à moins d'un an des :		
- Emprunts bancaires et lignes de crédit spot	60 985	62 509
- Billets de trésorerie	95 000	
- Dettes liées à des locations financement	12 446	10 205
- Dettes financières diverses	2 518	2 237
Juste valeur des instruments financiers dérivés	5 438	4 587
Découverts bancaires et crédits à court terme	74 316	35 286
Total des dettes courantes	250 703	114 824
Total des dettes financières	635 573	577 424

Et ont évolué comme suit au cours du semestre écoulé :

2016	31 décembre 2015	nouveaux emprunts	remboursements	Mouvements de périmètre	autres variations nettes	30 juin 2016
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit	468 887	18 413	(91 726)	47	- 305	395 316
Dettes liées à des locations financement	55 542	1	(4 393)		- 42	51 108
Billets de trésorerie		95 000				95 000
Dettes financières diverses & ICNE	2 237				282	2 519
Découverts bancaires et crédits à court terme	35 286				39 030	74 316
Juste valeur des instruments financiers dérivés	15 472				1 842	17 314
Total :	577 424	113 414	(96 119)	47	40 807	635 573

L'endettement financier consolidé du groupe est pour partie à taux fixe et pour partie à taux variable.

Les besoins de trésorerie du groupe sont assurés, majoritairement, par les lignes de crédit obtenues au niveau de la société mère. Le groupe dispose de 22 lignes de crédit confirmées à moyen terme, totalisant 248 M€ (278 M€ au 31 décembre 2015), utilisées à hauteur de 122 M€ au 30 juin 2016 (200 M€ au 31 décembre 2015).

Le groupe dispose également de crédits spot totalisant 32 M€, totalement utilisés au 30 juin 2016 (32 M€ au 31 décembre 2015) et d'autorisations de découvert, sans échéance convenue, totalisant 99 M€ (99 M€ au 31 décembre 2015) dont 74 M€ utilisés au 30 juin 2016 (35 M€ au 31 décembre 2015).

En février 2016, afin de compléter et diversifier sa base de prêteurs et de réaliser des économies de charges financières, le groupe a mis en place un programme de billets de trésorerie d'un montant plafond de 200 M€. Ces billets sont émis par STEF SA sur des maturités allant de 1 jour à 1 an. L'encours du programme au 30 juin 2016 était de 95 M€.

19 – INFORMATION SUR LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE

	Valeur au bilan 30/06/2016	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et Créances
Titres de participation non consolidés	227		227	
Autres actifs financiers non courants	8 447			8 447
Prêts et créances des activités de financement	19 819			19 819
Titres de placement	93		93	
s/total : actifs financiers non courants	28 586	-	320	28 266
Clients	411 878			411 878
Autres débiteurs	147 321			147 321
Trésorerie et équivalents de trésorerie	66 502	66 502		
Actifs	654 287	66 502	320	587 465

	Valeur au bilan 30/06/2016	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Passifs non qualifiés de financiers
Passifs financiers non courants	17 314		17 314	
Dettes des activités de financement	543 943	492 835		51 108
Passifs financiers courants	74 316	74 316		
s/total : dettes financières	635 573	567 151	17 314	51 108
Fournisseurs	287 738	287 738		
Autres créanciers	351 392	351 392		
Passifs	1 274 703	1 206 281	17 314	51 108

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :

- Niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres non observables.

Hierarchie des justes valeurs au 30 juin 2016

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers disponibles à la vente		320	
Trésorerie et équivalent de trésorerie		66 502	
Actifs		66 822	
Instruments dérivés		17 314	
Passifs		17 314	

Méthode de détermination des justes valeurs

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, et les options reposent sur les cotations effectuées par des intermédiaires financiers. Le groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables en valorisant les swaps par actualisation des flux de trésorerie futurs estimés et les options à partir de modèle de valorisation (type Black & Scholes).

La juste valeur des « dettes fournisseurs » et « créances clients » correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement.

La juste valeur des dettes à taux variables est sensiblement égale à la valeur comptable au risque de crédit près.

20 – OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées, par rapport au Groupe STEF, sont les entreprises associées, les administrateurs (y compris les membres de la direction générale du Groupe) ainsi que les structures d'actionariat des cadres et dirigeants non administrateurs et le fonds commun de placement des salariés.

La nature, les termes et les montants des opérations avec les parties liées n'ont connu aucune évolution significative au cours du 1^{er} semestre 2016.

La valeur des titres et la quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées se décomposent comme suit :

2016	Part groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs hors capitaux propres	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
BRIGANTINE DE NAVIGATION (1)	100,00%			-	-	-	(3)	(3)
FROIDCOMBI	25,50%	7 216	6 147	3 445	2 702	689	1 427	364
MESSAGERIES LAITIERES	38,69%	35 212	39 166	25 224	13 942	6 731	775	300
NORFRIGO	37,65%				24 404	6 311	(6 201)	(2 335)
OLANO SEAFOOD IBERICA	32,00%	13 100	13 780	9 166	4 614	1 822	410	131
OLANO VALENCIA	20,00%		7 967	6 601	1 366	694	25	5
STEF OVER TUNISIE	49,00%				160	135	13	6
GRUPE PRIMEVER (co-entreprise)	49,00%				8 288	4 759	1 612	790
TOTAL					55 476	21 142	(1 942)	(741)

(1) société liquidée au 30 juin 2016

21 - ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Les engagements hors bilan et passifs éventuels mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2015 n'ont pas connu d'évolution significative au cours du 1^{er} semestre 2016.

22 – CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

L'activité maritime de STEF est essentiellement exercée par la Méridionale qui assure la desserte de la Corse en vertu d'une convention de délégation de service public conclue avec l'Office des Transports de Corse (OTC).

Dans le cadre de la précédente délégation de service public qui a pris fin le 31 décembre 2013, il subsiste une créance de 15,2 M€ vis-à-vis de l'Office des Transports Corse au titre de surcharges combustibles. Le Groupe estime que cette créance est juridiquement fondée.

Une nouvelle convention signée le 24 septembre 2013 avait pris effet le 1er janvier 2014 pour une durée de 10 ans. Cette convention autorisait la Méridionale à assurer l'exploitation de trois cargos mixtes rouliers dans le cadre de la continuité territoriale.

Dans un jugement rendu le 7 avril 2015, le tribunal administratif de Bastia a résilié la convention de délégation de service public (DSP) maritime Corse-continent attribuée au groupement des compagnies La Méridionale et SNCM par la Collectivité territoriale de Corse (CTC) qui couvrait la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2023. La résiliation prendra effet à compter du 1er octobre 2016.

Le 6 janvier 2016, la Méridionale a conclu avec M. Rocca, repreneur de la SNCM renommée MCM, une convention de subdélégation pour la desserte de la Corse.

Le 25 juillet 2016, la Méridionale a déposé sa candidature auprès de l'OTC pour l'attribution d'une Délégation de Service Public transitoire entre le 1^{er} octobre 2016 et le 30 septembre 2017.

23 – EVENEMENTS POST CLÔTURE

Néant.



III.

**ATTESTATION DU RESPONSABLE
DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016**



DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés au 30 juin 2016 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de la consolidation du groupe STEF et que le rapport d'activité du premier semestre 2016 présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'A.M.F.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 2016

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and lines, positioned above the printed name and title.

Stanislas LEMOR
Directeur Général Délégué à
L'Administration et aux Finances



IV.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

STEF S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016
STEF S.A.
93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris



STEF S.A.

*Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle
1^{er} septembre 2016*

STEF S.A.

Siège social : 93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris
Capital social : €13 165 649

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier au 30 juin 2016

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société STEF, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.



STEF S.A.
*Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle
1^{er} septembre 2016*

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris La Défense et Courbevoie, le 1^{er} septembre 2016

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit IS

MAZARS

Benoît Lebrun
Associé

Olivier Thireau
Associé